

ÎLE-DE-FRANCE

L'industrie chimique francilienne auscultée par le Crocis

Une étude réalisée par le Crocis a permis de brosser le portrait de l'industrie chimique en **Île-de-France**. Quelque 4 000 PME et grands groupes s'y côtoient, et emploient près du quart de l'**effectif** national de la **chimie**.

Par Sylvie Latieule

L'UIC Île-de-France et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Île de France se sont associées pour la réalisation d'une étude dont l'objectif était de brosser le portrait de l'industrie chimique francilienne. À la manœuvre, le Crocis, centre d'observation économique régional de la CCI francilienne, en a proposé une restitution, le 14 juin dernier, à l'occasion d'une matinée de débats, intitulée « *La chimie dans tous ses états : l'innovation au développement durable* ». Il est ressorti qu'en 2015, l'industrie chimique comptait plus de 4 000 établissements en Île-de-France, dont 46 % implantés à Paris et 15 % dans le département des Hauts-de-Seine, qui est le plus gros contributeur autour de Paris. Entre 2009 et 2015, le nombre d'établissements a progressé de plus de 10 % en Île-de-France (+20 % à Paris). Quasiment tous les départements limitrophes ont suivi la dynamique, à l'exception des Hauts-de-Seine et de l'Essonne où le nombre d'établissements s'est inscrit en retrait, respectivement de -3 et -5 %. À titre de comparaison, au plan national, le nombre d'établissements dans la chimie était de 13 500 en 2015, dont 30 % implan-

tés en Île-de-France. Sur la période 2009-2015, ce chiffre s'est inscrit en hausse de 7 %.

Les activités des établissements franciliens se situent essentiellement dans trois domaines : la chimie organique, le commerce de gros de parfumerie/beauté et le secteur des savons, parfums et produits d'entretien. Ces trois secteurs totalisent 30 milliards d'euros du chiffre d'affaires, soit environ 60 % de l'industrie chimique en Île-de-France. À noter que la chimie organique, qui pèse pour 2 % des établissements et 3 % des emplois, totalise presque 30 % du chiffre d'affaires.

Une érosion de l'emploi

En 2015, la chimie en Île-de-France a employé plus de 52 000 salariés (contre 215 000 emplois à l'échelle nationale). La majorité de ces emplois est concentrée dans les Hauts-de-Seine et dans la capitale, qui représentent à eux deux près de 53 % du total. L'Essonne et le Val-de-Marne sont les départements qui emploient le moins de chimistes. Au sein même de la chimie francilienne, les établissements employant le plus grand nombre de sa-

lariés sont ceux qui ont une activité de commerce de gros de produits chimiques et de parfums/beauté (17 500 emplois salariés) et de fabrication de parfums et de produits pour la toilette (15 000 emplois salariés). À ces emplois s'ajoutent ceux de sièges sociaux de grands groupes (6 000 emplois en 2015). Entre 2009 et 2015, l'emploi salarié francilien dans l'industrie chimique a baissé de 7 % environ. Presque tous les départements ont vu leur nombre d'emplois diminuer, surtout le Val-de-Marne (-20 %) et la Seine-et-Marne (-16 %). Seules l'Essonne et la Seine-Saint-Denis maintiennent une dynamique positive. À l'échelle de la France, la tendance baissière est identique mais moins prononcée : les emplois ont diminué de 4 % entre 2009 et 2015, soit près de 9 000 emplois perdus. Les auteurs de l'étude soulignent que : « *dans un contexte de baisse des effectifs dans l'industrie, la chimie parvient à tirer son épingle du jeu et compte parmi les secteurs les plus dynamiques à l'échelle de la région capitale. Innovantes et créatives, les entreprises franciliennes de la chimie investissent massivement en recherche et développement. Conscientes des enjeux de développement durable, elles sont à la pointe des technologies visant à réduire l'empreinte environnementale de leur activité.* »

Malgré cette érosion, les entreprises continuent à recruter pour compenser une partie des départs. L'enquête révèle qu'au cours des deux dernières années, 89 % des entreprises de l'industrie chimique francilienne ont cherché à recruter. Cependant, la moitié d'entre elles a eu des difficultés à trouver les bons profils. Au cours des six prochains

Le siège d'Arkema à La Garenne-Colombes (92).



© Arkema/Bruno Mazodier



© Nactis

Le siège de Nactis Flavours est installé à Bondoufle dans l'Essonne.

mois, 63 % des dirigeants envisagent de recruter du personnel. Il s'agira majoritairement de CDI (82 %) et/ou de stagiaires (57 %). La recherche de compétences est surtout orientée vers les domaines techniques et/ou de management, ainsi que vers des postes de commerciaux.

Une chimie francilienne tournée vers l'export

Interrogé sur les points forts de la chimie en Île-de-France, Gilles Le Maire, délégué général de l'UIC Île-de-France, évoque son développement à l'international. « 78 % des entreprises de la chimie exportent », souligne-t-il. Ce mouvement se fait d'abord en Europe, qui constitue le premier marché pour l'export, puis en Afrique. Environ 80 % des entreprises de la chimie envisageraient (ou continueraient) d'exporter d'ici à deux ans, toujours en priorité vers les continents européen et africain. « Plus de la moitié des entreprises de la chimie ont déjà un ou plusieurs établissements à l'étranger, ce qui prouve leur développement avancé à l'international, comparativement à d'autres secteurs d'activité. Parmi celles qui n'en ont pas, 20 % envisagent d'implanter une partie de leur activité sur de nouveaux marchés à l'international d'ici à deux ans. L'Europe, l'Asie et l'Afrique sont les trois continents les plus cités comme cibles potentielles », précise l'étude. Gilles Le Maire ajoute que la 2^e caractéristique de la chimie en Île-de-France est l'innovation et la R&D. Plus des deux tiers des entreprises de la branche ont entrepris des actions dans ce sens. « La troisième caractéristique majeure de notre industrie reste son intérêt pour le développement durable.

Ainsi, 72 % des entreprises ont déjà mis en place une démarche et/ou un système de management spécifique en lien avec le développement durable », ajoute-t-il.

Pour témoigner de ces grandes tendances, la présentation du Crocis a été complétée par deux débats. Le premier, placé sous le thème de l'innovation, a réuni Grégoire Willmann, co-fondateur et président de la jeune pousse RMOopportunities, Hervé Lecesne, président de Nactis Flavours, et Marie-Danielle Vazquez-Duchene, chef de projets innovations et relations scientifiques de BASF. Grégoire Willmann a évoqué le concept de sa société : une plateforme qui propose de mettre en contact des industriels qui ont des stocks dormants de produits chimiques et des acheteurs intéressés par des produits à bas coût, tout en s'inscrivant dans une philosophie d'économie circulaire. Hervé Lecesne a expliqué que dans son domaine des arômes, il y a peu de prise de brevets sur les formulations. Pour autant, sa société innove en permanence pour ses clients et travaille en partenariat avec AgroParisTech, l'Inra et des centres techniques professionnels. Marie-Danielle Vazquez-Du-



© UIC Île-de-France

« Plus de la moitié des entreprises de la chimie ont déjà un ou plusieurs établissements à l'étranger, ce qui prouve leur développement avancé à l'international, comparativement à d'autres secteurs d'activité ».

Gilles Le Maire, délégué général de l'UIC Île-de-France.

chene a rappelé les chiffres clés de la recherche de BASF : 2 milliards d'euros de budget, 10 000 collaborateurs dans le monde. Plus impressionnant encore, les 4 centres postdoctoraux répartis à travers le monde et qui permettent de sourcer des cerveaux (dont Jonas à Strasbourg).

La deuxième table ronde consacrée au développement durable a réuni Sébastien Roussel, président de Pegastech, Jean-Christophe Lépine, président d'Innoveox, et Heike Faulhammer, directrice du développement durable chez Arkema. Le premier a présenté son business model, basé sur l'industrialisation d'un procédé d'oxydation hydrothermale supercritique, « *nettoyant le plus puissant du monde* ». À ce jour, l'industrie chimique en France n'a pas investi dans cette technologie, mais les débouchés à l'export se multiplient. Pegastech est le prototype même de l'entreprise qui surfe sur les interdictions de produits chimiques dans le cadre de Reach ou sur la rareté de substances. Elle propose de s'affranchir du chrome hexavalent et du palladium dans des applications de métallisation de matières plastiques. Enfin, Heike Faulhammer a expliqué qu'Arkema poursuivait un double objectif : réduire l'empreinte environnementale de ses installations et développer des produits qui réduisent celles de ses clients (bâtiment, automobile...). Déjà depuis 10 ans, la société a réduit de 64 % ses émissions de gaz à effet de serre et de 43 % celles de ses composés organiques volatils. Et le prochain enjeu pour ces entreprises franciliennes sera peut-être l'intégration de la digitalisation et de la numérisation dans leurs activités. Jean-Yves Durance, président de la CCI des Hauts-de-Seine, a en effet promis le lancement d'une action dans ce sens. Elle s'adressera principalement aux start-up et aux PME/ETI qui représentent les deux tiers de la chimie francilienne. •

Étude à télécharger sur le site : www.cci-paris-idf.fr